

Déclaration Commune 30 Agences Humanitaires Internationales : « Nous ne devons pas abandonner Gaza »

Description

6a20b65f-7b01-412c-92ee-dad3d7464872-620x372

(26 février 2015) – Cela fait six mois qu'un cessez-le-feu a mis fin le 26 août 2014 à plus de sept semaines de combat entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens dans la Bande de Gaza. En tant qu'agences de l'ONU et ONGs internationales travaillant à Gaza, nous sommes très inquiets devant le peu d'avancée dans la reconstruction de la vie de ceux qui ont été touchés et dans la prise en compte des causes du conflit.

Le blocus imposé par Israël se poursuit, le processus politique, tout autant que l'économie, sont paralysés, et les conditions de vie ont empiré. La reconstruction et la réparation des dizaines de milliers de maisons, d'hôpitaux et d'écoles, endommagés ou détruits dans les combats, demeurent déplorablement lentes. Les tirs sporadiques de roquettes par les groupes armés palestiniens ont repris. Et surtout, le manque de progrès a creusé encore plus le niveau de désespoir et de frustration de la population, dont plus des deux tiers sont des réfugiés palestiniens.

Les conditions de vie à Gaza étaient déjà désastreuses avant la dernière série de combats. La plupart des résidents ne pouvaient pas satisfaire leurs besoins alimentaires et plus de sept ans de blocus avaient gravement compromis l'accès aux services éducatifs, dont la santé, l'eau et le système sanitaire.

Mais de puis juillet, la situation est dramatiquement détériorée. Cet hiver, environ 100.000 Palestiniens sont toujours déplacés et vivent dans des conditions terribles dans des écoles et dans des abris de fortune qui ne sont pas faits pour des longs séjours. Des coupures de courant programmées persistent jusqu'à 18 heures par jour. La poursuite du non-paiement du salaire des employés du secteur public et le manque de progrès dans le gouvernement national accroissent encore plus les tensions. Avec les sévères restrictions de circulation, la plupart des 1.800.000 résidents sont piégés dans l'enclave costière, sans aucun espoir en perspective.

Ceux qui souffrent le plus, ce sont les plus vulnérables, dont les personnes âgées, les invalides, les femmes et près d'un million d'enfants, qui ont subi des souffrances inimaginables durant trois conflits majeurs en six petites années. Les enfants souffrent du manque d'accès à une éducation de qualité, et 400.000 d'entre eux auraient besoin d'une aide psychologique immédiate.

Dans ce contexte, la communauté internationale ne fournit pas à Gaza d'assistance adéquate. Une petite part seulement des 5 milliards 400 millions de dollars américains engagés au Caire est parvenue à Gaza. L'assistance financière aux familles qui ont tout perdu a été suspendue et d'autres aides cruciales sont indisponibles faute de fonds. Un retour aux hostilités est inévitable si on n'avance pas et si on ne s'attaque pas aux racines profondes du conflit.

En tant que puissance occupante, Israël porte la plus grande responsabilité et doit se conformer à ses obligations selon la législation internationale. En particulier, il doit lever complètement le blocus, dans le cadre de la Résolution 1860 (2009) du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il faut renforcer le fragile cessez-le-feu et les parties doivent reprendre des négociations pour arriver à un règlement complet de la question israélo-palestinienne. Toutes les parties doivent respecter les lois internationales et ceux qui sont responsables de violations doivent être traduits en justice. La prise en compte et l'adhésion aux lois humanitaires internationales et aux lois internationales sur les droits de l'Homme sont des obligations préalables essentielles à toute paix durable. Il est également impératif que l'Égypte ouvre le Passage de Rafah, très urgemment pour les cas humanitaires, et que les engagements des donateurs se traduisent par des versements.

Nous ne devons pas abandonner Gaza. Nous devons concrétiser le rêve de faire de Gaza un endroit vivable et une pierre angulaire de la paix et de la sécurité pour tous dans la région.

Contacts pour les médias :

Mme. Hayat Abu-Saleh, UNOCHA +972 (0) 54 33 11 816, abusaleh@un.org

M. Christopher Gunness, UNWRA, +972 (0) 54 240 2659, c.gunness@unwra.org

Mme. Willow Heske, AIDA Focal Point, +972 (0) 542851 189, willow.h@aidajerusalem.org

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [OCHA](#)

date création

2015/02/28